

LORSQUE LA FRANCE PARQUAIT LES ALGERIENS

IV - Une politique criminelle

PAR MAHFOUD BENOUNE (*)



Des exactions dépassant tout entendement humain

Mais les schémas de réimplantation de la population traduisent «la volonté implacable de l'ordre colonial de déstructurer pour restructurer en vue de briser la résistance de la société assujettie. Les sites des centres de regroupement étaient également choisis en fonction des impératifs de sécurité.

Ces camps étaient établis sur des sommets de montagnes abrupts qu'il était impossible d'alimenter en eau potable, ou des crêtes qui exposaient les populations captives à de violents orages et à un climat rigoureux hiver comme été, d'autant qu'elles étaient mal logées, mal nourries et mal vêtues. D'autres se situaient au pied de collines et étaient facilement inondés pendant la saison des pluies. Ainsi, en 1958, de nombreux enfants furent noyés par les inondations dans un camp près de Bougie.

Dans ceux installés dans des zones semi-arides, l'eau fut rationnée. Chaque habitant n'eut droit qu'à un demi-litre d'eau par jour. Après avoir concentré ces millions de paysans dans des camps, les officiers de la guerre psychologique consacrèrent leurs efforts à la liquidation de l'organisation sociale des villages, considérée parfois comme la cause unique de la rébellion algérienne.

Ils réorganisèrent ces paysans en familles nucléaires composées d'un homme, chef de famille assurant le gagne-pain, et d'une femme assumant le rôle de maîtresse de maison et d'éducatrice des enfants. Par cette atomisation de la relation de parenté, on pensait créer subrepticement le sentiment d'anomie, qui détruit la solidarité sociale d'un groupe humain.

Les habitations dans les camps étaient composées de gourbis construits géométriquement en rangs serrés et droits, entourés de fils barbelés parfois électrifiés et de postes de garde. Mais leur agencement uniforme, loin d'atomiser les structures sociales paysannes, servit de catalyseur pour homogénéiser davantage la société rurale algérienne.

Et parce que toute l'entreprise était motivée par les seules considérations stratégiques et opérationnelles, les militaires français concentrèrent un maximum de personnes sur un minimum d'espace dans le but évident de réduire le périmètre à surveiller. Ainsi, au lieu de considérations d'hygiène et de santé, le choix des sites sur lesquels étaient érigés ces camps répondait strictement à un objectif de contrôle. Parce que les hommes adultes rejoignaient l'ALN, émigraient vers des villes françaises en quête d'un emploi ou étaient tués, la population des camps était en majorité composée de femmes, d'enfants et de vieillards. En 1961, on estimait à 60 % la population de jeunes de moins de 12 ans. La malnutrition et toutes sortes d'épidémies entraînèrent la mort de 175 000 enfants dans ces camps entre seulement 1958 et 1961 en raison de la ration quotidienne qui n'était plus qu'au tiers du niveau normal de subsistance. (21) Le FLN/ALN quant à lui, a évalué les pertes humaines engendrées par cette politique criminelle à au moins 290 000. En effet, dans son Carnet de notes, le pasteur Jacques Beaumont écrit en 1959 : «Je sais que dans un endroit, lorsque nous distribuions des pommes de terre, les gens les mangeaient crues sans même attendre de les cuire. Ceci se passait, il y a dix jours, à 75 km d'Alger.» Et il poursuit lugubre : «J'ai vu dans un autre centre de regroupement cinq enfants qui mouraient littéralement de faim, un autre dont la maman me dit «il va mourir», et l'infirmière éclatant en sanglots me dit «il n'y a rien qu'on puisse faire pour le sauver». Un autre officier de santé informe Mon Radhaïm de l'état des choses qui

pour le sauver.» Un autre officier de santé informa Mgr. Rodhain de l'état des choses qui prévalait dans la plupart des centres de regroupement : «Les gens dans ce camp ont commencé à manger de l'herbre, il y a quelque temps de cela.» Ces situations très répandues et délibérément provoquées par la puissance coloniale ont amené Cornaton, qui servait dans l'armée française, à écrire : «Les militaires ont entrepris une politique de pacification qui a pris, dans certaines régions, l'allure d'un génocide.» (22) Cependant, en dépit du fait que tous les camps étaient surveillés jour et nuit, à partir des tours de garde, par des militaires munis de moyens électroniques et de mitraillettes, les paysans ainsi piégés n'avaient jamais perdu le contact avec l'organisation révolutionnaire.

Dans la plupart des cas, les populations regroupées s'étaient organisées en cellules secrètes qui étaient liées organiquement aux structures parallèles du FLN/ALN. Par conséquent, ils ont réussi à apporter une contribution politique et militaire inestimable. Dans ces centres de regroupement même, l'ALN a mené des opérations importantes «sous le nez des gardes». Néanmoins, le déracinement de la paysannerie de ces communautés rurales a induit un processus de dépaysonnement qui s'est traduit par une prise de conscience du salariat, de la notion d'emploi et de chômage, etc.

En outre, comme tous les prisonniers d'une juste cause, la paysannerie percevait cette expérience comme un calvaire temporaire qui devait être subi dans l'honneur et la dignité. Dans l'ensemble, la majorité était certaine de l'issue de la guerre. «L'homogénéisation de la société algérienne devait se produire à coup sûr en raison de la mise en présence de millions de personnes de différents milieux. Quant aux modes de vie urbains, ils se répandirent rapidement parmi ces urbains sans villes.»

Et le résultat de l'expérience des camps n'était d'aucune façon la soumission de la population impliquée, mais la prolétarianisation brutale ou lumpen prolétarianisation de la majorité des paysans.(A suivre)

(*) Universitaire et chercheur

21 - US Army Handbook for Algeria (janvier 1965), p.81

22- Cornaton, op. cit. p. 91 - 22 B Bourdieu et Sayad, op cit. p 136.

Mahfoud Benoune